

RAPPORT ANNUEL 2024

LEGS

Leadership, Éthique, Gouvernance, Stratégies pour l'AFRIQUE





SOMMAIRE

1 Gouvernance responsable et durable
du pétrole et du gaz au Sénégal :
Renforcer le pouvoir des communau-
tés pour des décisions efficaces.

2 LEGS-Africa Magazine : une tribune inclu-
sive pour une gouvernance responsable,
gage d'un développement durable

3 Engagement pour une gouvernance durable
et une transition énergétique juste :
les initiatives collectives clés

4 LEGS-Africa en chiffres



NOTE INTRODUCTIVE

Elimane H. KANE,
Président du think tank LEGS-Africa

L'année 2024 a été marquée par des initiatives stratégiques et des actions concrètes de LEGS-Africa en faveur d'une gouvernance responsable et durable, centrée sur le respect des droits des communautés et la préservation des ressources naturelles.

Dans un contexte où les défis environnementaux, sociaux et économiques se font de plus en plus pressants, notre organisation s'est engagée à renforcer la participation citoyenne et à promouvoir une prise de décision inclusive, en particulier dans le secteur des hydrocarbures, un secteur en pleine expansion au Sénégal.

Au cœur de nos priorités, la quatrième phase de notre programme « Gouvernance responsable et durable du pétrole et du gaz au Sénégal » a constitué une réponse directe aux impacts négatifs de l'exploitation gazière, notamment à travers l'analyse des effets du projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA) sur la pêche artisanale et les communautés locales. Cette initiative, menée en partenariat avec la Fondation Heinrich Böll Sénégal, a permis de dresser un état des lieux précis des enjeux liés à la gouvernance du secteur gazier et d'initier des solutions concrètes pour une gestion plus juste et plus transparente des ressources naturelles.

Le rapport qui suit présente une synthèse des actions entreprises au cours de l'année, les résultats obtenus, ainsi que les pistes de réflexion pour l'avenir. Il a également mis en lumière le rôle de LEGS-Africa dans la dynamique collective visant à garantir une transition énergétique équitable et à promouvoir des modèles de développement durable, en adéquation avec les aspirations des populations locales et les défis mondiaux du changement climatique.

Pendant cette année dont le premier trimestre a été marqué par une crise politique pré-électorale, LEGS-Africa a joué un rôle décisif dans la mobilisation citoyenne pour la préservation de la démocratie et du calendrier républicain au Sénégal.

Le Président
Elimane Haby KANE



I

**Gouvernance responsable et durable
du pétrole et du gaz au Sénégal :
Renforcer le pouvoir des communau-
tés pour des décisions efficaces.**

Le programme « Gouvernance responsable et durable du pétrole et du gaz au Sénégal : Renforcer le pouvoir des communautés pour des décisions efficaces » s'inscrit dans un contexte de développement accéléré du secteur des hydrocarbures au Sénégal. L'exploitation du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), situé entre les eaux sénégalaises et mauritaniennes, représente une opportunité économique majeure, mais soulève également d'importantes préoccupations sociales et environnementales. Les communautés de pêcheurs, particulièrement celles de Saint-Louis, sont directement affectées par cette exploitation, notamment en raison de la réduction des zones de pêche, des conflits d'usage avec les entreprises gazières et du manque de mécanismes de compensation pour les pertes subies. Face à ces défis, LEGS-Africa, en partenariat avec la Fondation Heinrich Böll Sénégal, a lancé ce projet afin de renforcer la transparence, la participation citoyenne et la redevabilité des acteurs impliqués dans la gouvernance du secteur gazier.

L'objectif principal du programme est de contribuer à une gouvernance plus démocratique et économiquement responsable du pétrole et du gaz, en veillant à ce que l'exploitation des ressources bénéficie aux populations locales. La quatrième phase du programme, déroulée en 2024, visait à analyser l'impact du projet GTA sur le secteur de la pêche artisanale, à sensibiliser et renforcer les capacités des acteurs locaux et à promouvoir un dialogue inclusif entre les communautés affectées, les décideurs et les entreprises. À travers ces actions, le projet entend poser les bases d'un modèle de gouvernance plus juste et participatif.

Activités réalisées

L'une des premières grandes activités du projet a été la réalisation d'une étude stratégique visant à évaluer la contribution économique du secteur de la pêche et les risques associés à l'exploitation gazière. Cette étude, menée à partir d'une approche mixte combinant revue documentaire, entretiens avec des acteurs locaux et analyse économique, a permis d'identifier plusieurs problématiques majeures. La restriction d'accès aux zones de pêche due aux périmètres de sécurité autour des installations offshore réduit considérablement les revenus des pêcheurs. Par ailleurs, les tensions entre les acteurs du secteur de la pêche et les entreprises exploitantes se sont intensifiées, faute de concertation et de mesures compensatoires adéquates. L'étude souligne également les risques écologiques liés aux activités d'exploration et d'extraction, qui pourraient perturber les écosystèmes marins et menacer la durabilité des ressources halieutiques. Enfin, il ressort que la participation des communautés locales aux décisions stratégiques reste faible, malgré l'impact direct du projet sur leur mode de vie.

Sur la base des résultats de cette étude, plusieurs recommandations ont été formulées afin d'atténuer les effets négatifs du projet GTA. Il est notamment proposé de mettre en place un mécanisme de compensation économique pour les pêcheurs affectés, de créer des récifs artificiels afin de restaurer les ressources halieutiques et d'améliorer la transparence et la concertation entre les différentes parties impliquées. Le renforcement de la surveillance environnementale et l'intégration des engagements de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans la gestion du projet figurent également parmi les recommandations prioritaires.



Une session de restitution et de formation s'est tenue le 10 septembre 2024 à Saint-Louis, réunissant une cinquantaine de participants issus des autorités locales, des services techniques déconcentrés, du Comité Local de la Pêche Artisanale (CLPA), des représentants de la communauté des pêcheurs, des femmes transformatrices de produits halieutiques et des jeunes engagés dans la pêche. Cet événement a permis de partager les conclusions de l'étude et de favoriser un échange direct entre les parties impliquées sur les enjeux économiques et environnementaux du projet GTA. À travers des ateliers pratiques, les participants ont pu approfondir leurs connaissances et réfléchir à des stratégies concrètes de gestion des impacts. Les discussions ont notamment porté sur la mise en place de mécanismes de compensation équitables, la création de zones de protection marine et l'amélioration des dispositifs de régulation pour préserver les droits des pêcheurs locaux.

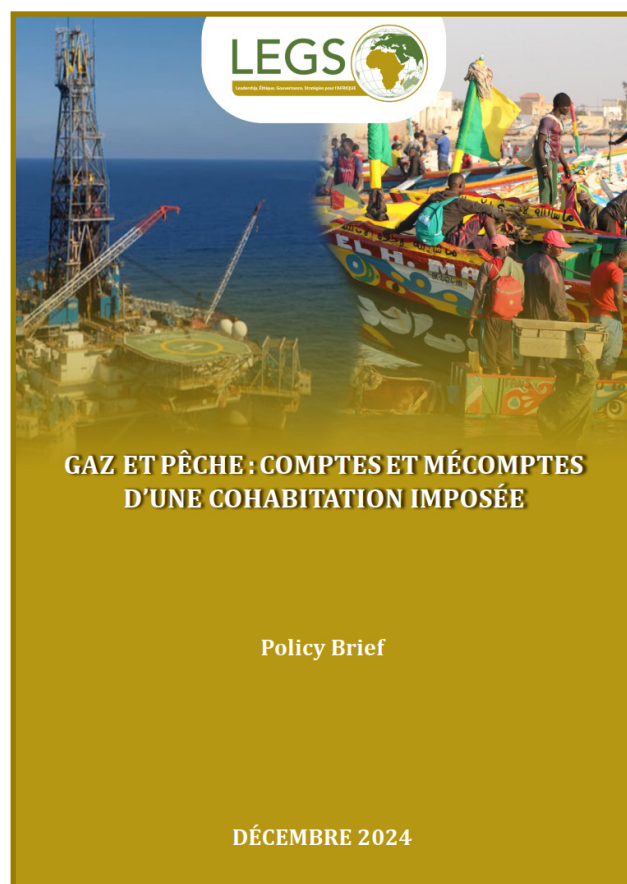
Résultats obtenus

Les résultats obtenus grâce à ce projet sont significatifs. L'étude a permis de renforcer la compréhension des impacts économiques et environnementaux du projet GTA auprès des acteurs locaux et de sensibiliser les décideurs à la nécessité d'une meilleure prise en compte des préoccupations des pêcheurs. La session de restitution a également favorisé un dialogue constructif, en donnant aux communautés concernées des outils pour défendre leurs droits et mieux s'adapter aux transformations induites par l'exploitation gazière. La participation des acteurs locaux a été renforcée, posant ainsi les bases d'une gouvernance plus inclusive et transparente.

Ce travail a abouti à une nouvelle collaboration stratégique avec Lumière Synergie Développement (LSD), une organisation partenaire ayant également mené une étude sur les impacts actuels et potentiels de l'exploitation gazière offshore sur les pêcheurs à Saint Louis. Conscientes de l'importance cruciale de ces travaux pour l'avenir du secteur, LEGS-Africa et LSD ont décidé de présenter conjointement les résultats à un niveau national, lors d'un atelier organisé à Dakar. Cet atelier a permis de mettre en lumière les défis majeurs auxquels sont confrontées les communautés locales de Saint-Louis,

particulièrement les pêcheurs, face au projet gazier Grand Tortue Ahmeyim. Grâce à la présentation des deux études complémentaires, l'une d'ordre technique et l'autre centrée sur les perceptions des populations, les participants ont pu appréhender la complexité de la situation et l'urgence d'adopter des solutions durables.

Pour assurer la pérennité des impacts obtenus, plusieurs pistes d'action ont été identifiées. La poursuite du plaidoyer auprès des autorités et des entreprises exploitantes est essentielle pour garantir une meilleure prise en compte des recommandations formulées. Le renforcement des capacités des communautés de pêcheurs doit également se perpétuer, afin de leur permettre de mieux défendre leurs intérêts et d'adopter des stratégies d'adaptation efficaces. La mise en place d'un observatoire citoyen pour surveiller l'évolution des impacts du projet GTA et favoriser une veille environnementale et sociale pourrait constituer une avancée majeure vers une gouvernance plus responsable du secteur pétrolier et gazier.





2

LEGS-Africa Magazine : une tribune inclusive pour une gouvernance responsable, gage d'un développement durable

LEGS-Africa Magazine est une plateforme inclusive et participative dédiée à l'analyse des enjeux contemporains affectant le Sénégal et le continent africain. Ce magazine trimestriel cherche à fédérer les contributions d'experts, d'universitaires, de chercheurs et de citoyens engagés, afin d'éclairer les débats publics et de proposer des solutions concrètes face aux défis actuels. Il se positionne comme un espace d'échange d'idées et d'élaboration de stratégies pour un développement durable et inclusif.

Le magazine poursuit plusieurs objectifs clairs et stratégiques. Il vise tout d'abord à informer et éduquer son public grâce à des analyses rigoureuses et accessibles des enjeux politiques, économiques et sociaux du moment. Il souhaite également stimuler le débat citoyen en créant un espace de dialogue inclusif, où chaque voix peut être entendue. Par ailleurs, il entend encourager l'action en mettant en lumière des initiatives locales et régionales efficaces, servant de modèles pour d'autres communautés. Enfin, LEGS-Africa Magazine cherche à valoriser les voix locales, en donnant la parole aux communautés et aux experts africains et en mettant en avant des solutions pratiques et réalistes.

Le magazine est structuré autour de plusieurs rubriques. L'Édito du Président permet au Président Directeur Exécutif de partager sa réflexion sur le thème principal de chaque numéro. «Les défis du LEGS» abordent les grands axes de l'organisation, à savoir le Leadership, l'Éthique, la Gouvernance et les Stratégies. Le «Dossier spécial» propose des articles approfondis sur un sujet d'actualité ou une problématique spécifique. La rubrique «À la découverte d'un.e porteur.se de LEGS» donne la parole aux membres de la communauté, offrant ainsi une perspective plus personnelle et locale de nos actions. Enfin, «Ce que nous avons réalisé au cours du dernier trimestre» présente les activités récentes de l'organisation et les résultats obtenus, renforçant ainsi sa transparence et sa visibilité.

LEGS-Africa Magazine bénéficie de contributions diversifiées provenant de nombreux acteurs : experts, professionnels, universitaires, chercheurs, citoyens engagés, dirigeants communautaires, journalistes et écrivains. Chacun d'eux enrichit le contenu avec des analyses sectorielles, des recherches approfondies et des témoignages de terrain. Ce riche panel permet au magazine de traiter de manière complète les sujets qui touchent le Sénégal et l'Afrique.

Le magazine s'adresse à un large public, allant des citoyens engagés aux décideurs politiques, en passant par les entrepreneurs, les étudiants et universitaires, et les partenaires techniques et financiers. Il offre ainsi une ressource précieuse pour tous ceux qui souhaitent mieux comprendre et participer aux débats sur les enjeux de développement durable, de gouvernance et de transition énergétique.

En 2024, deux numéros ont été publiés. Le premier a abordé la crise institutionnelle de février 2024, tandis que le second a été consacré à la transition énergétique. Ces deux numéros ont traité de sujets essentiels pour le développement du Sénégal et de l'Afrique, en apportant des analyses et des perspectives critiques.

Premier numéro : Sunugaal, la pirogue en eaux troubles

Le premier numéro, publié en avril 2024, a été consacré à la crise politique qui a secoué le Sénégal. Celle-ci a commencé le 3 février 2024, avec une décision présidentielle annulant le processus électoral, bouleversant ainsi le calendrier républicain et menaçant la tenue des élections présidentielles prévues. Cependant, grâce à une mobilisation citoyenne forte, à portée par la plateforme AAR SUNU ELECTION, une nouvelle date a été fixée pour les élections, permettant au peuple sénégalais de participer sereinement à la présidentielle du 24 mars 2024.

Ce numéro a été l'occasion de revenir sur les implications de cette **crise pour la démocratie sénégalaise**, ainsi que sur ses répercussions économiques et sociales. Il a permis de capitaliser sur cette expérience et d'ouvrir la voie à des discussions sur les défis à relever pour améliorer la gouvernance démocratique et éviter de telles crises à l'avenir.



Deuxième numéro : Sénégal énergétique, cap sur un avenir durable ?



Le deuxième numéro, publié au mois d'août 2024, a porté sur un sujet essentiel : **la gouvernance énergétique**. Le Sénégal, confronté à une croissance démographique rapide et à des besoins énergétiques croissants, doit gérer le délicat équilibre entre l'exploitation des hydrocarbures et le développement des énergies renouvelables. Ce numéro a exploré la transition énergétique, un enjeu majeur pour le pays, qui doit s'assurer de la durabilité de ses ressources énergétiques, tout en prévoyant sa dépendance aux énergies fossiles et aux acteurs extérieurs.

À travers des contributions d'experts et de jeunes chercheurs, ce numéro a mis en lumière les opportunités offertes par la transition énergétique pour transformer l'économie sénégalaise en une économie verte, plus juste et résiliente. Il a également abordé les défis liés à l'accès à l'électricité, particulièrement en milieu rural, et les choix énergétiques cruciaux pour garantir une transformation durable du pays.

Troisième numéro : l'économie sociale et solidaire – moteur de la transition sociale, économique et environnementale durable

Le troisième numéro, initialement prévu pour novembre 2024, sera finalement publié au premier trimestre 2025. Il sera entièrement dédié à ***l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)*** et explorera son rôle essentiel dans le développement durable. Ce numéro abordera diverses thématiques, telles que le leadership local et l'innovation sociale comme moteurs de l'ESS, son impact sur la réduction des inégalités économiques et sociales, les entreprises sociales et la finance sociale, ainsi que les stratégies de résilience face aux défis économiques et environnementaux. Le dossier principal mettra en lumière l'ESS comme un moteur de transition sociale, économique et environnementale durable, en traitant notamment de la lutte contre la migration irrégulière, des synergies entre économie circulaire et ESS, et de l'impact socioéconomique de l'ESS sur les femmes.



3

Engagement pour une gouvernance durable et une transition énergétique juste : les initiatives collectives clés



En 2024, LEGS-Africa a poursuivi son engagement en tant qu'acteur clé dans des initiatives citoyennes visant à promouvoir une gouvernance inclusive, équitable et durable.

L'une des initiatives majeures de l'année a été sa participation active à **Aar Sunu Élection, une plateforme citoyenne** qui a joué un rôle déterminant dans la résolution de la crise politique au Sénégal, notamment par le biais de l'organisation d'actions collectives. LEGS a d'ailleurs eu la charge de diriger la rédaction d'un rapport de capitalisation. Cette mobilisation a permis de garantir la tenue de l'élection présidentielle dans un cadre démocratique et a réaffirmé le rôle des organisations citoyennes dans la préservation de la souveraineté populaire.



Cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large où LEGS-Africa a contribué activement au **Diisoo-Dialogue** de la société civile, un événement organisé par le **Plateforme des acteurs non étatiques (PASC)**. Lors de ce dialogue, LEGS-Africa a animé un panel centré sur l'exploitation durable des ressources naturelles et le développement endogène des territoires, apportant des propositions concrètes pour une gestion efficace et équitable des ressources naturelles, ainsi que pour un développement territorial équilibré, respectueux des spécificités locales.

Ce dialogue sur les ressources naturelles s'est poursuivi avec un débat numérique organisé par LEGS-Africa autour de **«l'article 25 de la Constitution : Quel dispositif légal et institutionnel pour un Sénégal souverain, juste et prospère ?»** qui s'inscrit dans ce contexte. Il vise à créer un espace de dialogue et de réflexion pour analyser les dispositifs actuels, identifier les lacunes et proposer des solutions concrètes. En réunissant des experts, des décideurs politiques, des représentants des communautés locales et d'autres parties prenantes, ce webinaire aspire à tracer la voie vers une gestion des ressources naturelles qui soit véritablement au service du peuple sénégalais, conformément à l'esprit de l'article 25 de la Constitution.

Dans un autre registre, LEGS-Africa s'est affirmé comme un acteur incontournable dans la gouvernance de la transition énergétique au Sénégal. Par sa participation aux groupes de travail du JETP (Just Energy



Transition Partnership), l'organisation a contribué activement à l'élaboration de stratégies de transition énergétique plus inclusives et équitables. L'initiative plaidoyer pour une transition énergétique juste, lancée en 2023, a été poursuivie en 2024 avec une analyse approfondie du JETP sénégalais, permettant d'évaluer son impact sur les communautés vulnérables et de proposer des ajustements pour garantir que la transition énergétique profite à tous, notamment les populations rurales et périurbaines. Dans ce cadre, LEGS-Africa est devenu un membre actif de la **plateforme de la société civile pour la transition énergétique juste**, contribuant à la formulation de recommandations pour une transition énergétique inclusive.

Pour sensibiliser un large public aux enjeux liés à la transition énergétique et à l'équité climatique, LEGS-Africa a lancé une campagne numérique dynamique. Cette campagne, comprenant des capsules vidéo informatives, des fiches détaillant les principaux défis énergétiques et climatiques, ainsi que des débats thématiques en ligne, a permis d'éclairer la société sur les questions cruciales liées à l'accès à l'énergie, la gouvernance du JETP et la promotion des énergies renouvelables. Ces outils ont été conçus pour encourager une prise de conscience collective et inciter à un dialogue ouvert entre citoyens, experts et décideurs. L'objectif ultime de cette campagne était de mobiliser des contributions significatives pour soutenir la stratégie de mise en œuvre et le financement du mécanisme de transition énergétique au Sénégal. Cette mobilisation s'inscrit dans une démarche de long terme visant à faire du Sénégal un modèle de transition énergétique juste et durable en Afrique de l'Ouest.

Dans ce même sillage, LEGS-Africa a co-organisé, en partenariat avec Alchimie et Morphose Africaine/ Une Proposition nommée Désir (AMA) dans le cadre d'une initiative de réflexion collective sur la démocratie de l'énergie, la transition juste et les industries extractives, un débat numérique autour de la thématique **«Se tenir prêts : ce que la transition juste veut dire selon les réalités territoriales, locales et économiques»**.

L'objectif premier de ce webinaire était d'échanger avec les décideurs sur les politiques publiques existantes ou envisagées en matière de transition écologique au Sénégal, ainsi que sur les stratégies mises en place par les industries extractives, les entreprises privées, et les partenaires techniques et financiers pour soutenir une transition juste. Il s'agissait également de discuter du rôle de la société civile et des artistes dans cette transition.

Plus spécifiquement, il sera question de répondre aux interrogations suivantes :

- Comment mieux accompagner la définition de politiques publiques et de stratégies des industries extractives et les sensibiliser, en utilisant des outils variés, à la problématique de la transition juste ?
- Quels sont les obstacles pour l'entrée effective de l'énergie solaire dans le marché de l'énergie au Sénégal, et leur utilisation opérationnelle pour les activités de nos industries ?
- Qu'est-ce que les décideurs, le secteur privé extractif, et la société civile pensent de la démocratie de l'énergie ? Comment réconcilier ces acteurs et propulser une dynamique positive et cohérente pour tous ?
- Comment adresser les complexités et zones floues que peut créer le profil de l'actionnariat (public, privé, étranger) des industries extractives ?
- Que sont prêts à faire les industries extractives et les ministères concernés pour concrètement

mettre en place cette transition juste ?

- Quels savoirs et opportunités locales peuvent mettre à contribution les communautés locales et les artistes pour inspirer, impulser et renforcer les initiatives publiques et privées pour une transition juste et profitable au développement local ?

Les interventions des panélistes ont souligné plusieurs points cruciaux : l'importance de la transition énergétique, le rôle des politiques publiques, les défis de l'industrialisation, l'impact environnemental et social, l'économie sociale et solidaire, etc.



LEGS
L'Énergie, le Climat, la Gouvernance, les Stratégies pour l'AFRICA

**DÉMOCRATIE DE L'ÉNERGIE ET LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE**



AMA
ALCHIMIE ET MORPHOSE AFRICAINE

THÈME : Se tenir prêts : ce que la transition juste veut dire selon les réalités territoriales, locales et économiques



Mactar SILLA
PDG de Label Média
Consultant International
en Médias



Ndiarka MBODJI
Fondatrice et Directrice
générale de Kowry
Energy



Ndeye Fatou NDIAYE
Coordonnatrice du portefeuille
KfW Banque de
Développement



Ndiaga NDIAYE
Leader politique et
activiste
à Mboro



Mbaye HADJ
Ingénieur en Génie
Électrique
Expert sur les questions
énergétiques et
changement climatique.

Panélistes

Modération



Fatoumata Sissi NGOM
Analyste de politiques, écrivaine
Présidente Alchimie et Morphose
Africaine



Elimane H. KANE
Président Think tank
LEGS-Africa

Lien d'inscription
<https://vu.fr/zcwcw>

f X @ in
@LEGS-Africa

 **Samedi 29 JUIN**
 **à partir de 10H.**

 **En Direct sur :**
Zoom et You Tube

Les échanges ont également mis en évidence l'importance de la communication et de l'éducation pour sensibiliser la population aux enjeux de la transition énergétique. Les médias ont un rôle crucial à jouer en informant le public et en stimulant le débat public sur ces questions essentielles.

Ce débat numérique retransmise sur nos plateformes digitales, a vu la contribution de **Mactar Silla** - PDG de Label média et consultant international en médias, **Ndiarka Mbodj** - Fondatrice et directrice générale de Kowry energy, **Ndeye Fatou Ndiaye** - Coordonnatrice du portefeuille KfW Banque de développement, **Ndiaga Ndiaye** - Leader politique et activiste à Mboro ; **Mbaye Hadj** - ingénieur en génie électrique et expert sur les questions énergétiques et de changement climatique sous la modération conjointe de **Fatoumata Sissi Ngom**, Présidente Alchimie et Morphose Africaine/Une Proposition nommée Désir et **Elimane Haby Kane**, Président LEGS-Africa.

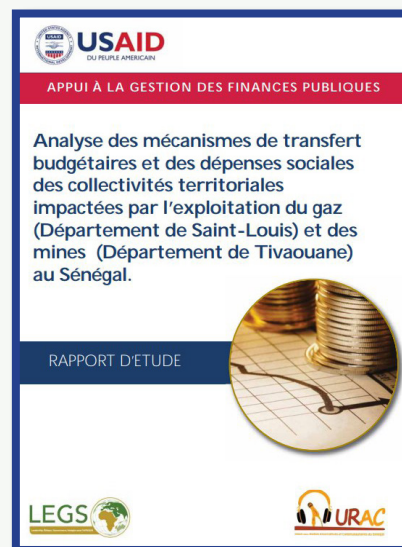
USAID Appui à la gestion des Finances Publiques

Dans la continuité de ce programme démarré en 2023, le consortium LEGS-Africa et l'URAC a organisé en janvier 2024, la restitution de ***l'étude sur l'analyse des mécanismes de transfert vers les collectivités territoriales et les dépenses sociales en fonction des priorités des collectivités impactées par les industries extractives***. L'objectif principalement visé par le Consortium est de favoriser une contribution plus efficace des citoyens au débat d'orientation budgétaire pour une meilleure articulation des dépenses sociales aux priorités des collectivités impactées par les activités extractives notamment le gaz dans le Département de Saint-Louis et les mines dans le Département de Tivaouane.

Cette session a permis de :

- informer et sensibiliser sur les défis de la mobilisation des ressources au niveau local et les mécanismes de transfert vers les collectivités territoriales ;
- formuler des recommandations pour une meilleure articulation des dépenses sociales par rapport aux priorités des collectivités impactées par l'exploitation des ressources extractives.

Cette activité s'était tenue en présence du Ministère des Finances et du Budget, du Ministère des collectivités territoriales, du Ministère de l'énergie, du pétrole et des mines, et autres institutionnels, du représentant de l'Assemblée nationale du Sénégal, des Conseils départementaux de Tivaouane et Saint-Louis, des OSC et médias.



Atelier de restitution de l'étude sur le processus budgétaire et l'analyse des dépenses sociales par rapport aux priorités des collectivités impactées par les activités extractives, tenu le jeudi 11 janvier 2024, à Dakar.



20 **LES CHIFFRES**

24 clés de **LEGS**



LEGS-Africa en chiffres :



30 experts, chercheurs mobilisés



02 consultants mobilisés pour la recherche et la production des études



45 acteurs formés à Saint-Louis



02 rapports d'étude



02 policy brief



08 fact-sheets



06 débats numériques



01 film documentaire



08 institutions partenaires



02 ateliers de partage

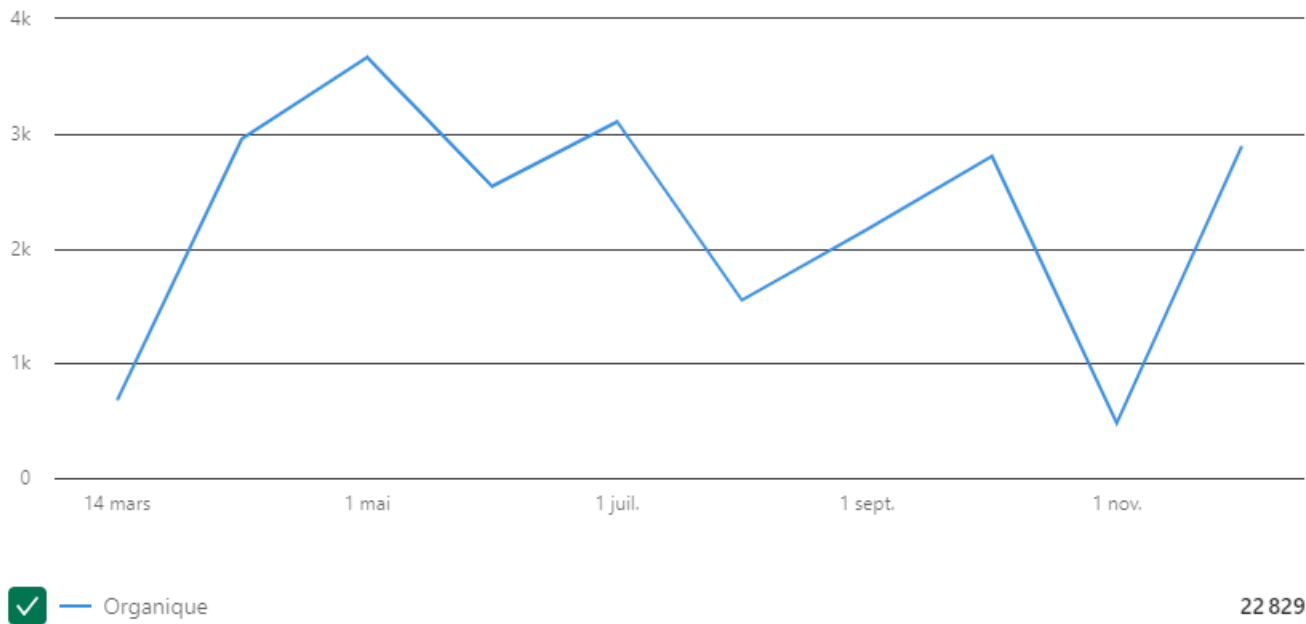


Nombre de personnes touchées à travers nos plateformes digitales

LinkedIn :

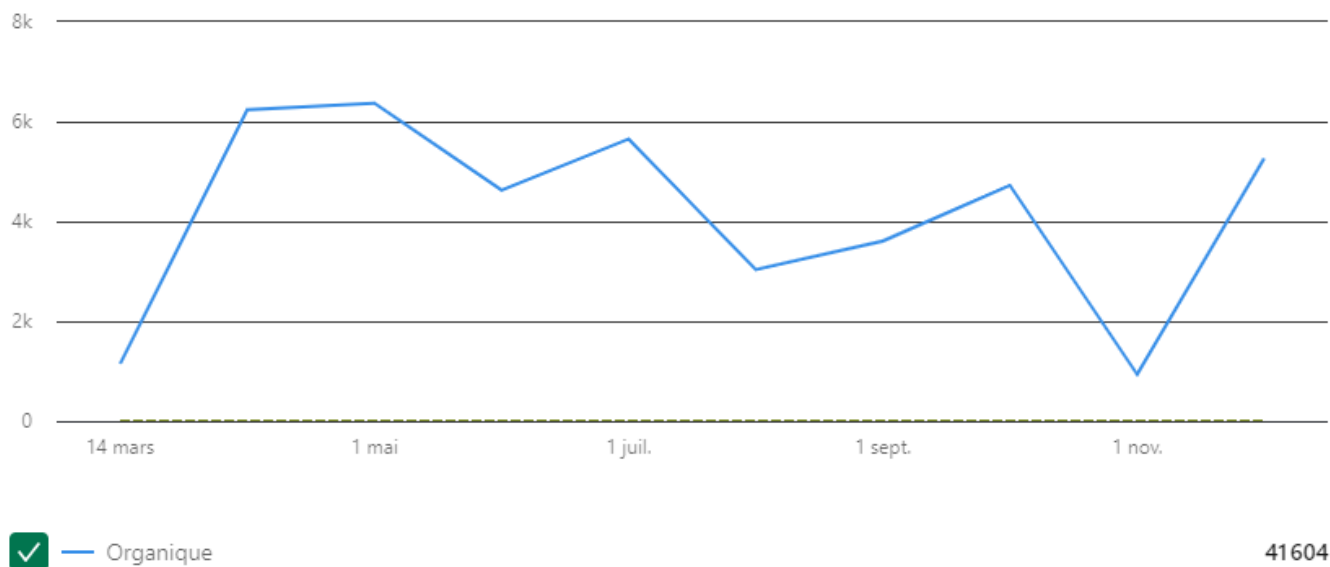
Indicateurs

Membres touchés ▾



Indicateurs

Impressions ▾

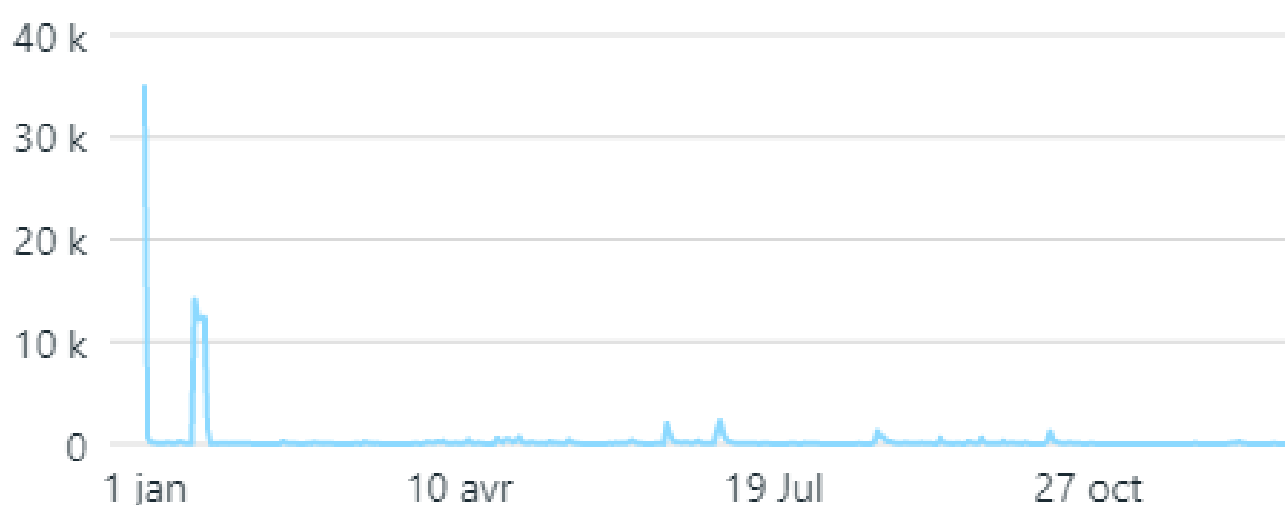




Facebook :

Couverture ⓘ

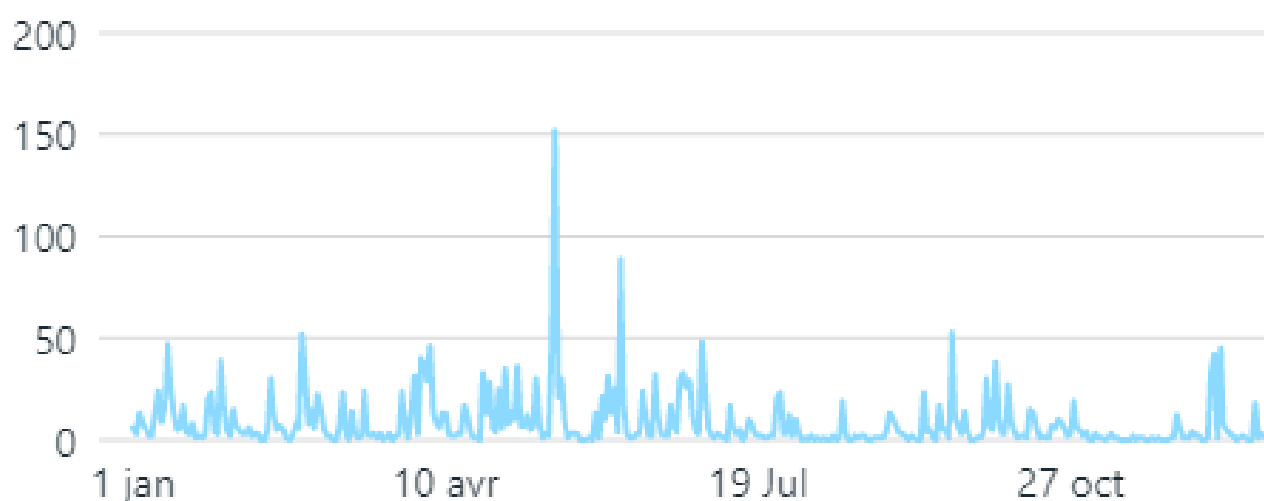
91,5 k ↓ 74,4



Instagram :

Couverture ⓘ

1,1 k ↓ 90,8





YouTube :

Aperçu Contenu Audience Tendances

Vos vidéos ont enregistré 5 889 vues en 2024

Vues

5,9 k ↑

64 % de plus que la période 31 déc.
2022 – 31 déc. 2023

Durée de visionnage (heures)

396,2 ↑

75 % de plus que la période 31 déc.
2022 – 31 déc. 2023

Abonnés

+129 ↑

93 % de plus que la période 31 déc.
2022 – 31 déc. 2023



Rapport financier 2024

COMPTE DE RESULTAT

REF	LIBELLES	NOTE	EXERCICE AU 31/12/2024
			NET
RA	Cotisations	23	115 000
RB	Dotations consommables transférées au compte de résultat	23	
RC	Revenus liés à la générosité	23	1 500 000
RD	Ventes de marchandises	23	
RE	Ventes de services et produits finis	23	
RF	Subventions d'exploitation	23	71 100 461
RG	Autres produits et transferts de charges	23	3 888 800
RH	Reprises de provisions, dépréciations, subventions et autres reprises	5D&30	9 032 755
XA	REVENUS DES ACTIVITES ORDINAIRES (Somme RA à RG)		85 637 016
TA	Achats de biens et services liés à l'activité	24	
TB	Variation de stocks des achats de biens et services liés à l'activité	8	
TC	Achats de marchandises et matières premières	24	
TD	Autres achats	24	15 839 184
TE	Variation de stocks de marchandises, de matières premières et autres	8	
TF	Transports	25	1 208 215
TG	Services extérieurs	26	35 445 526
TH	Impôts et taxes	27	837 686
TI	Autres charges	28	609 000
TJ	Charges de personnel	29	27 349 150
TK	Frais financiers et charges assimilées	31	350 256
TL	Dotations aux amortissements, aux provisions, aux dépréciations et autres	5D&30	4 115 583
XB	CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES (Somme TA à TL)		85 754 600
XC	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XA - XB)		
TM	Produits H.A.O.	32	
TN	Charges H.A.O.	32	
XD	RESULTAT H.A.O. (TM - TN)		
XE	RESULTAT NET (+excédent, -déficit) (XC+XD)		- 117 584

BILAN ACTIF

RE F	ACTIF	Note	EXERCICE au 31/12/ 2024		
			BRUT	AMORT. et DEPREC.	NET
AA	IMMOBILISATIONS NON	5			
AB	Immobilisations incorporelles				
AC	Immobilisations corporelles et				
AD	IMMOBILISATIONS	5			
AE	Brevets, licences, logiciels et droits				
AF	Autres immobilisations				
AG	Avances et acomptes versés sur				
AH	IMMOBILISATIONS	5	6 994 000	4 115 583	2 878 417
AI	Terrains				
AJ	Bâtiments				
AK	Aménagements, agencements et				
AL	Matériel, mobilier et actifs		6 994 000	4 115 583	2 878 417
AM	Matériel de transport				
AN	Avances et acomptes versés sur				
AO	IMMOBILISATIONS	6			
AX	Titres de participation				
AY	Autres immobilisations financières				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		6 994 000	4 115 583	2 878 417
BA	Actif circulant HAO	7			
BB	Stocks et encours	8			
BC	Fournisseurs débiteurs	19			
BD	Adhérents, Clients-usagers	9			
BE	Autres créances	10			
BT	TOTAL ACTIF CIRCULANT		-		
BU	Titres de placement	11			
BV	Valeurs à encaisser	12			
BW	Banques, établissements financiers,	13			8 689
BX	TOTAL TRESORERIE ACTIF		-		8 689
BY	Ecart de conversion-Actif	14			
BZ	TOTAL GENERAL		6 994 000	4 115 583	2 887 106

BILAN PASSIF

REF	PASSIF	Note	EXERCICE AU 31/12/2024
			NET
CA	Dotation non consommable sans droit reprise	15	
CB	Dotation non consommable avec droit reprise	15	
CC	Droit d'entrée	15	
CD	Dotation consommable	15	
CE	Écarts de réévaluation	5F	
CF	Report à nouveau (+ ou -)	16	
CG	Réserves	16	
CH	Résultat net de l'exercice (excédent + ou déficit -)		- 117 584
CI	Subventions d'investissement	17A	
CJ	Provisions réglementées	17A	
CK	TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES		- 117 584
CW	Fonds affectés et provenant de dons et legs d'immobilisations	17B	
CX	Fonds reportés	17B	
CY	TOTAL FONDS AFFECTES ET REPORTEES		
CZ	TOTAL RESSOURCES PROPRES ET ASSIMILEES		
DA	Emprunts et dettes financières	18A	-
DB	Dettes de location- acquisition	18A	665 396
DC	Provisions pour risques et charges	18A	-
DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES		665 396
DE	TOTAL RESSOURCES STABLES		547 812
DF	Dettes circulantes HAO	7	2 000 000
DG	Adhérents, clients-usagers créditeurs	9	
DH	Fournisseurs	19	146 838
DI	Autres dettes	20 & 21	77 100
DV	TOTAL PASSIF CIRCULANT		2 223 938
DW	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	22	115 356
DX	TOTAL TRESORERIE PASSIF		115 356
DY	Ecart de conversion-Passif	14	
DZ	TOTAL GENERAL		2 887 106

RAPPORT FINANCIER DES ACTIVITES DE LEGS-AFRICA 2024

DESIGNATIONS	CONTRIBUTIONS ET AUTRES REVENUS	FONDATION HEINRICH BOLL	USAID	GOREE INSTITUT	COTISATIONS MEMBRES LEGS	TOTAL SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	TOTAL DEPENSES
CONSOMMATION EAU	-	-	-		-	-	179 338
CONSOMMATION ELECTRICITE	-	-	-	-	-	-	67 170
CARBURANT	-	-	-	-	-	-	23 000
FOURNITURE D'ENTRETIEN BUREAU NON STOCKABLE	-	-	-	-	-	-	570 250
DIVERS ACHATS ET PRESTATIONS	-	-	-	-	-	-	14 999 426
TRANSPORTS PERSONNEL ET DEPLACEMENT + VOYAGES	-	-	-	-	-	-	1 208 215
IMPOTS DIRECTS + INDIRECTS + PENALITES	-	-	-	-	-	-	837 686
AUTRES CHARGES DIVERSES	-	-	-	-	-	-	609 000
FRAIS BANCAIRES ET FINANCIERS + DECOUVERTS	-	-	-	-	-	-	465 612
HONORAIRES ET PRESTATIONS DIVERSES	-	-		-	-	-	45 282 650
LOCATIONS ET CHARGES LOCATIVES	-	-	-	-	-	-	4 891 572
ENTRETIENS LOCAUX ET SERVICES ASSIMILES	-		-	-	-	-	2 063 948
TELEPHONES + COMMUNICATIONS + INTERNET	-	-	-	-	-	-	739 800
FRAIS ET CONCOURS DIVERS	-	-	-	-	-	-	1 223 500
RECEPTIONS + MISSIONS ET PRESTATIONS	-	-	-	-	-	-	8 593 206
SUBVENTIONS RECUES ET AUTRES PRODUITS	1 625 000	17 822 307	58 614 799	3 335 345	60 000	81 457 451	-
TOTAL SUBVENTIONS ET DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2024						81 457 451	81 754 373

Nos remerciements à nos partenaires



Adresse : 4, Yoff, route de l'aéroport, 2e étage, Dakar, SÉNÉGAL
Téléphone : +221 77 414 17 64 / +221 33 860 24 87
Email : legs.africa2063@gmail.com
Site web : legs-africa.org / citizenlegs.org

LEGS



Leadership, Éthique, Gouvernance, Stratégies pour l'AFRIQUE

